

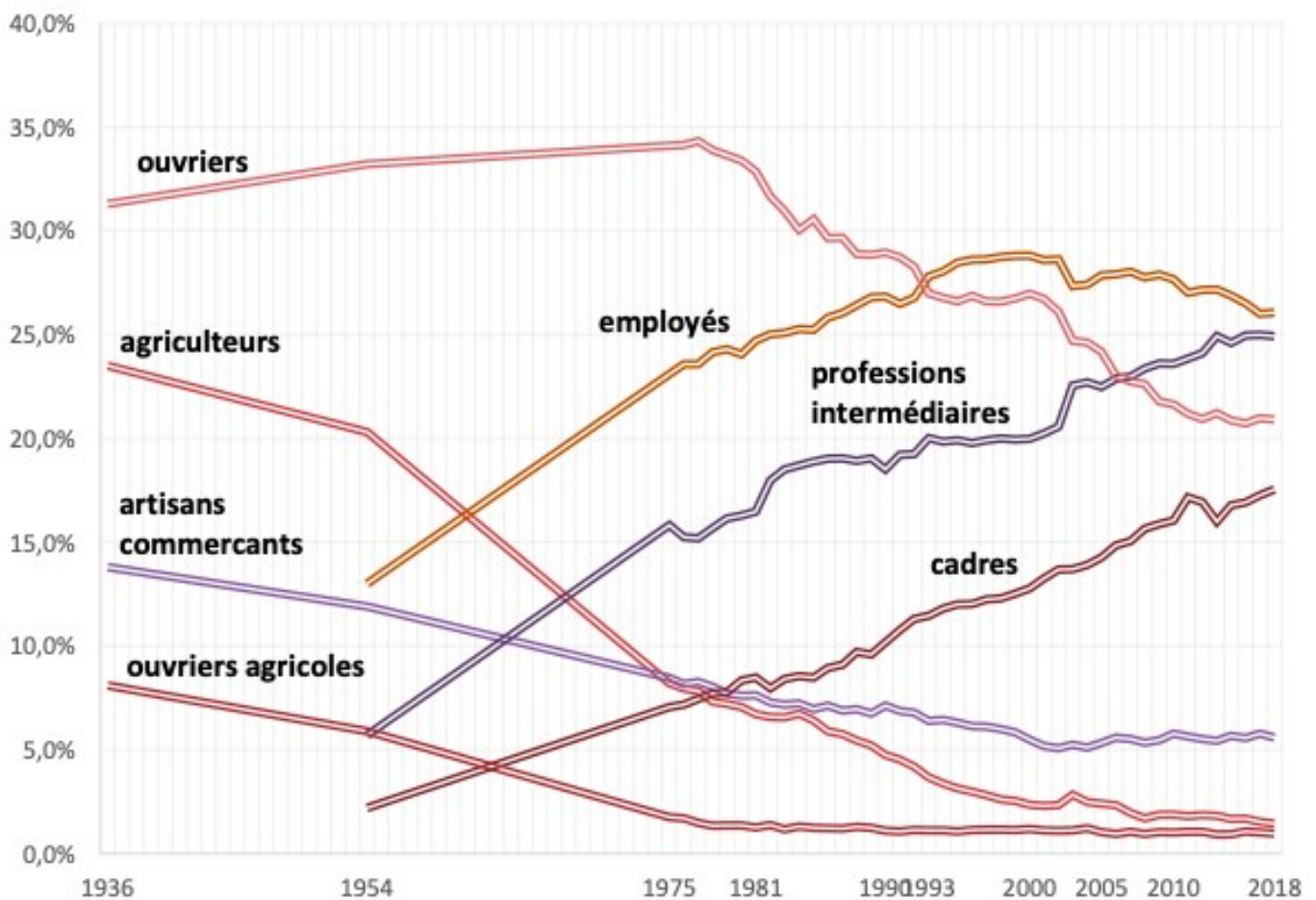
## Les métamorphoses de la structure sociale et leurs conséquences

Olivier Galland

En France, la structure sociale s'est profondément transformée depuis un siècle. Ces évolutions sont bien connues – poursuite de l'effondrement de l'emploi agricole, recul de l'emploi industriel, montée d'une société de services – mais il est utile de les analyser plus en détail et d'étudier leurs conséquences sociales et politiques.

La figure 1 illustre cette profonde transformation de la structure sociale française. L'emploi agricole, si on adjoint aux agriculteurs les ouvriers agricoles, représentait encore 32% de la population active en 1936 et 26% en 1954. Il n'en représente plus qu'une part infime de nos jours (2,5% en 2018). Même si elle reste économiquement une grande puissance agricole, la France a cessé de l'être sur le plan de l'emploi.

**Figure 1. Évolution de la structure sociale en France depuis 1936 (% de la population active)**



**Lecture :** la série repose sur la nomenclature CSP simplifiée mise au point par Olivier Marchand et Claude Thélot et reprise par Baudouin Seys (*INSEE première* n° 434, mars 1996). Dans celle-ci, la catégorie « ouvriers agricoles » est retirée du groupe « ouvriers » et les catégories « policiers et militaires » et « clergé, religieux » ont été enlevées respectivement du groupe « employés » et du groupe « professions intermédiaires ». De 1975 à 2018, la série a été poursuivie sur la base des données de l'enquête Emploi de l'INSEE.

Le déclin de l'emploi ouvrier a été plus tardif. Il s'est enclenché en 1981 – paradoxalement au moment précis où une coalition des forces de gauche accédait au pouvoir en France – pour ne plus se démentir par la suite malgré un répit dans les années 1990. Parallèlement, les emplois tertiaires n'ont cessé de se développer, à différents niveaux de qualification : employés, professions intermédiaires (autrefois cadres moyens) et cadres supérieurs. À partir de 1993, le pourcentage d'employés a dépassé celui des ouvriers dans la population active, il en a été de même pour les professions intermédiaires en 2007, et si les tendances se prolongent le poids des cadres supérieurs sera lui aussi supérieur à celui des ouvriers dans quelques années.

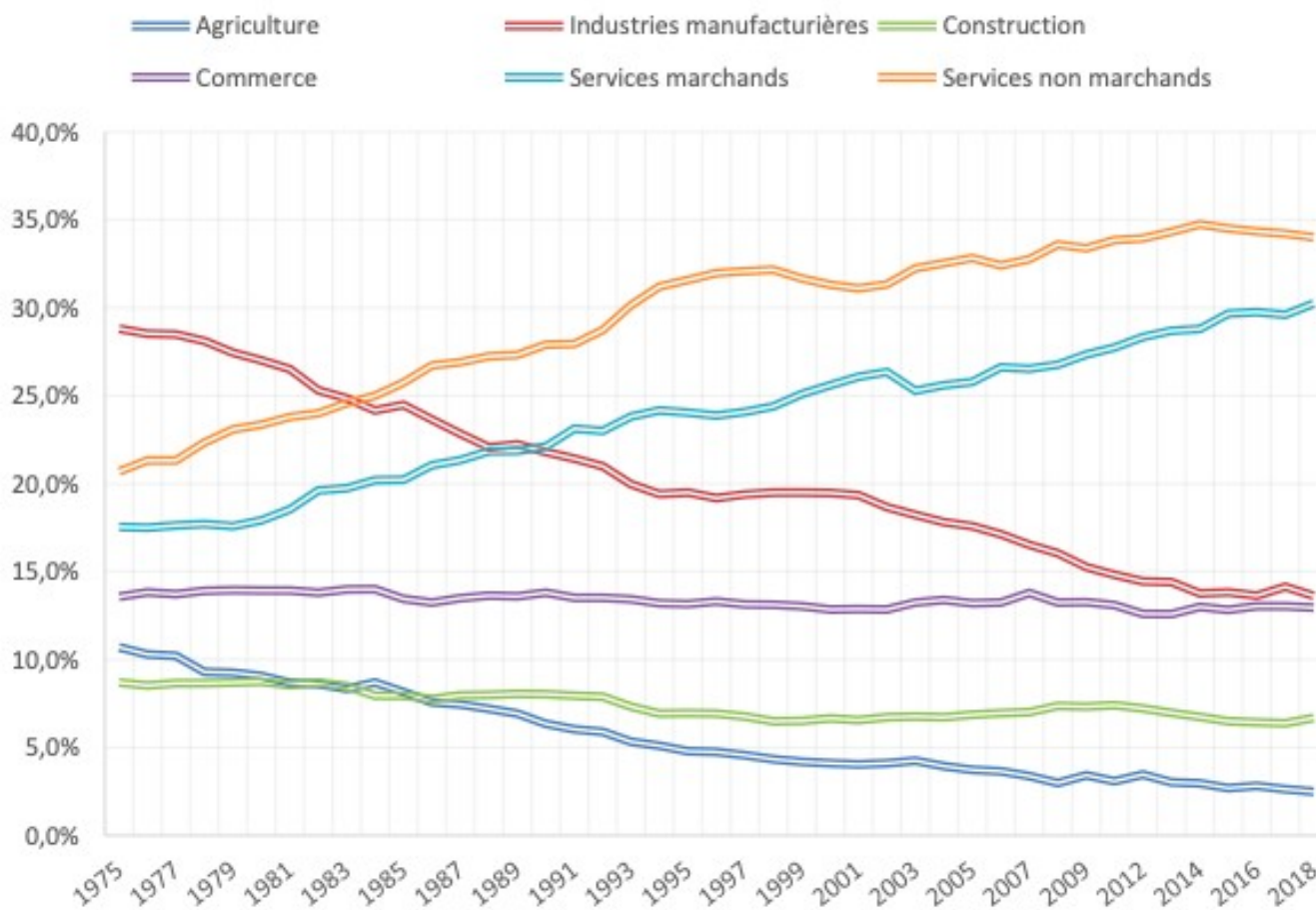
La part des artisans et commerçants a également décliné jusqu'au début des années 2000 pour se stabiliser par la suite.

Le déclin de l'emploi ouvrier n'est pas que relatif, il n'est pas le seul résultat de la part croissante des cols blancs dans la population active ; il résulte aussi de la décroissance rapide du nombre d'ouvriers employés dans l'économie : de 1982 à 2018, on compte 1 378 000 ouvriers en moins dans la population active. Le nombre de cadres et de professions intermédiaires s'est quant à lui accru de 6 200 000 salariés. Si on y ajoute les employés ce sont près de 8 000 000 cols blancs supplémentaires qui ont rejoint la population active depuis 1982. Une transformation de grande ampleur.

### Le déclin de l'emploi ouvrier est-il le symptôme de la désindustrialisation ?

L'explication du déclin de l'emploi ouvrier par la désindustrialisation vient spontanément à l'esprit. Ce thème de la désindustrialisation est d'ailleurs omniprésent dans le débat public. Pourtant les choses ne sont pas aussi simples.

**Figure 2 - Actifs occupés par types d'activité de l'établissement employeur (%) (Insee, Enquêtes Emploi)**



La baisse du nombre d'ouvriers est bien associée à un recul de l'emploi dans l'industrie manufacturière comme le montre la figure 2. Mais ce que montre aussi cette figure, c'est que cette tendance est structurelle : le déclin est continu depuis 1975. Comme l'explique une note récente du Conseil d'analyse économique [1], les « causes de ce mouvement de désindustrialisation (...) tiennent d'abord à l'évolution structurelle des postes de consommation (hausse de la consommation de services plutôt que de biens industriels [2]) qui s'observe dans tous les pays développés depuis cinquante ans ».

Cette baisse de l'emploi manufacturier est aussi en partie en trompe-l'œil car elle résulte également « de l'externalisation croissante de certaines tâches nécessaires à la production industrielle » (note du CAE). La croissance de l'emploi dans les services marchands que montre la figure 2 tient pour une large part à la contribution de plus en plus importante des services aux entreprises à l'emploi total. La note du CAE cite une étude américaine qui montre que l'augmentation de l'emploi non manufacturier des entreprises

industrielles américaines a fait plus que compenser la diminution de l'emploi manufacturier. Mais, bien sûr il ne s'agit plus d'emplois ouvriers.

Cette externalisation, comme le progrès technique, l'automatisation qui remplace des tâches routinières, se traduisent par une augmentation de la productivité du travail et donc par une baisse de l'emploi à production constante. Même si l'industrie française souffre d'un déficit de compétitivité, elle n'a pas pour autant disparu du paysage économique, loin de là. Jusqu'au début des années 2000 il n'y a pas eu de recul de la production industrielle, au contraire. La valeur ajoutée brute en euros constants des industries manufacturières et extractives a augmenté de 20% entre 1980 et 2000 (Comptes nationaux), alors que dans le même temps les effectifs employés dans ces industries baissaient de 21%. On produit donc autant, voire plus, dans l'industrie mais avec de moins en moins de salariés. La productivité apparente du travail (VAB en volume/effectifs) s'est ainsi accrue de 80% dans l'industrie entre 1980 et 2016 (même si elle reste inférieure à la productivité des services marchands).

Au total, plutôt que d'incriminer la désindustrialisation, il vaudrait mieux évoquer la recomposition de l'industrie, sous l'effet combiné des préférences de consommation, du progrès technique et de l'imbrication croissante de l'industrie et des services. Ce dernier point est capital. Lionel Fontagné dans un livre que j'évoquerai par la suite plus longuement donne l'exemple du smartphone qui est à la fois un produit industriel mais aussi et peut-être surtout un produit « qui devient le support permettant de vendre des services ». « La valeur ajoutée s'est déplacée vers l'amont de la chaîne de valeur – la conception du produit – et vers la valorisation de son 'écosystème' de services en aval ».

Il n'en reste pas moins vrai que l'ensemble de ces tendances contribue fortement au recul de l'emploi ouvrier. Et il n'y a pas de raisons de penser que cela ne se poursuivra pas.

### **Le déclin de l'emploi ouvrier s'explique-t-il par la mondialisation ?**

Un coupable tout trouvé pour expliquer les fermetures d'usines et les problèmes sociaux et humains qui les accompagnent, est la mondialisation. Dans un lumineux petit ouvrage<sup>[3]</sup>, Lionel Fontagné un économiste spécialiste d'économie internationale, instruit le procès, à charge et à décharge. Il y a en effet des gains et des pertes liés à la mondialisation. Les pertes sont bien connues, ce sont les destructions d'emplois, et notamment d'emplois industriels routiniers, liés au transfert vers des pays à bas coût de main d'œuvre et principalement la Chine, de ces emplois facilement délocalisables du fait des progrès fulgurants des technologies de l'information et de la communication ainsi que des progrès et de la baisse des coûts de la logistique et des transports.

Les gains sont moins connus et moins souvent évoqués. Ils peuvent être d'une double nature. Il y a d'abord des gains en termes de pouvoir d'achat liés directement à la mondialisation qui permet de produire moins cher les produits importés. Ces gains de pouvoir d'achat sur des produits industriels ou de grande consommation contribuent d'ailleurs à réorienter la demande vers les services. Comme le dit de manière imagée Lionel Fontagné, « avec les économies réalisées sur vos chemises vous allez plus souvent au restaurant » ! Les gains sont encore plus importants sur les biens durables. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder l'évolution du prix moyen d'un téléviseur couleur : de 917€ en 1989, il bondit à 1250€ en 2006 suite à l'innovation des écrans plats, mais il chute ensuite à moins de 500€ en 2018, pour une qualité qui n'a évidemment rien à voir avec l'ancêtre de 1989.

Il y a ensuite des gains en termes de salaires et d'emplois liés aux exportations tirées par la croissance de l'économie mondiale associée à la mondialisation.

Le problème est que les gains et les pertes ne concernent pas les mêmes catégories de travailleurs ni les mêmes zones d'emploi. Comme le montre Lionel Fontagné, les pertes, soit en perte de salaire, soit en perte d'emploi concernent certains métiers et certaines zones d'emploi, surtout des ouvriers non qualifiés exerçant des tâches répétitives et codifiables dans des bassins de main-d'œuvre où sont concentrées ce type de métiers. Par ailleurs, pour ces perdants, les gains en termes de baisse des prix des produits importés ne compensent pas les pertes. Les gagnants, quant à eux, par exemple des ingénieurs dans l'industrie aéronautique, gagnent sur les deux tableaux : leur métier étant plus demandé leur salaire augmente et ils profitent également de la baisse des prix. Pour reprendre l'image de Lionel Fontagné, ils sont gagnants sur la feuille de paye et sur le caddie.

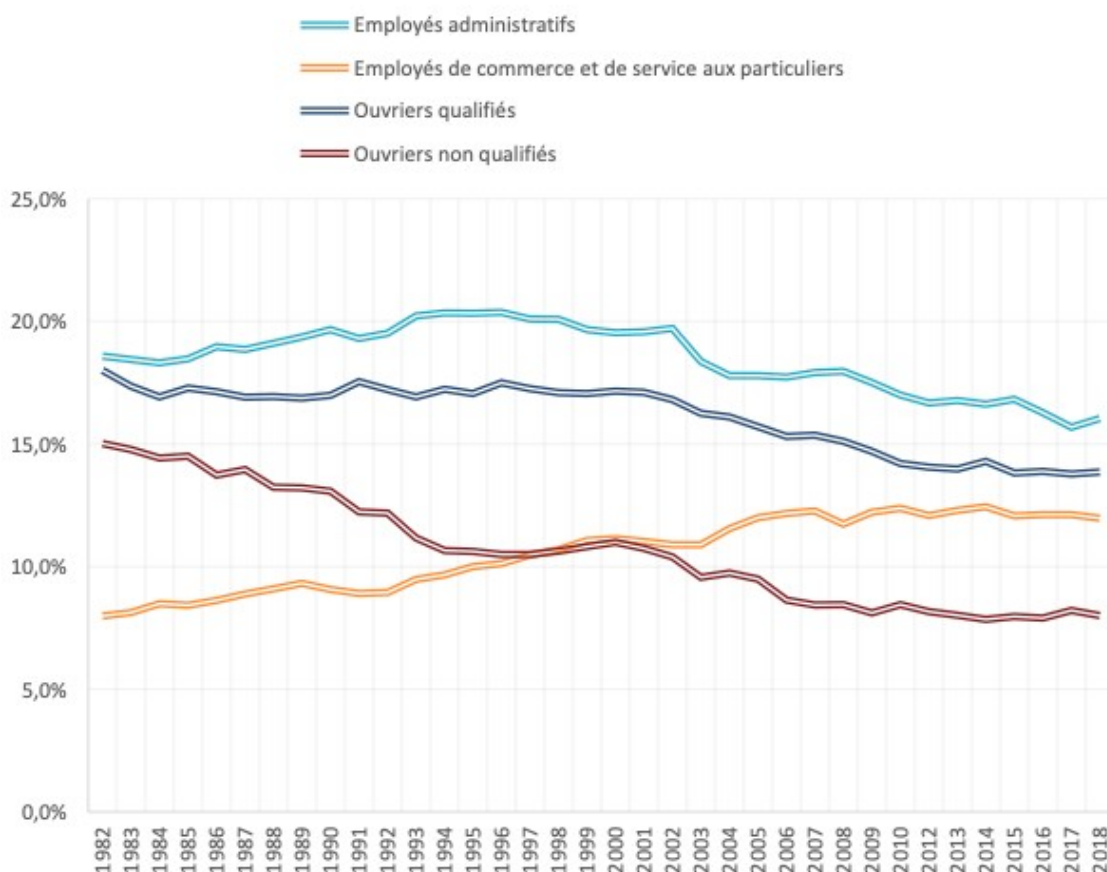
Mais surtout, c'est un point central de l'analyse de Lionel Fontagné, les gains sont diffus, ce sont des « effets d'équilibre général » qui concernent l'ensemble de l'économie – des gains globaux de pouvoir d'achat et de croissance économique générés par la mondialisation – alors que les pertes sont concentrées

dans des zones d'emploi spécifiques. Au total d'ailleurs, le bilan est plutôt positif pour l'ensemble de l'économie : « les 'effets d'équilibre général' l'emportent. Dit autrement, les gains globaux pour l'économie l'emportent sur la somme des pertes locales ». Mais au niveau local, les perdants n'y trouvent pas leur compte si l'Etat ne compense pas leurs pertes. Par ailleurs, la visibilité sociale des perdants (les usines qui ferment et les ouvriers qui sont licenciés) est bien supérieure à la visibilité sociale du gain global. C'est ce contraste entre des gains diffus, socialement invisibles, et des pertes localisées et très douloureuses qu'exploitent les leaders politiques populistes en accusant la mondialisation. Il n'en reste pas moins vrai que ces effets locaux sont fortement ressentis, et à raison, par les perdants lorsqu'ils sont laissés à eux-mêmes et à leur triste sort.

### La recomposition des classes populaires et ses conséquences

L'évolution de la structure sociale ne conduit pas à une attrition indifférenciée de la totalité des différentes catégories socioprofessionnelles composant les classes populaires (si on les définit comme l'ensemble des employés et des ouvriers). La figure 3 détaille cette évolution pour ces différentes catégories.

**Figure 3 - La recomposition des classes populaires (Enquetes Emploi, INSEE)**



Le point le plus notable est le chassé-croisé entre les employés peu qualifiés dans le commerce et les services aux particuliers (en croissance) et les ouvriers non qualifiés (en nette décroissance). De nouveaux prolétaires, une nouvelle classe de service, prend progressivement la place dans anciens prolétaires de l'industrie. On remarque également qu'à partir des années 2000, à l'instar des ouvriers qualifiés, les employés administratifs entament un déclin relatif. Ce déclin peut pour une part résulter des délocalisations (les employés des centres d'appel des pays du Maghreb), mais il doit tenir surtout à l'automatisation croissante des tâches qui touche aussi évidemment les emplois de bureau (dans la banque et l'assurance par exemple). Certains métiers de ce type – la sténodactylo par exemple – ont presque totalement disparu. Et le phénomène va très certainement s'amplifier.

La concentration des emplois hautement qualifiés dans les grands centres urbains est concomitante de la croissance de la nouvelle classe de service. Les travailleurs à haut potentiel et à hauts salaires des directions des grandes firmes, de la finance, des services aux entreprises et des entreprises de nouvelle technologie, cette nouvelle « classe créative » (Richard Florida), se concentrent dans ce que la géographe Saskia Sassen

appelle les « villes globales ». Ces salariés hyper-qualifiés célibataires ou membres de couples biactifs, entièrement dévolus à leur travail, attendent en retour que l'environnement urbain leur offre une gamme de services de haut vol pour eux-mêmes (transports, loisirs, restauration, commerces, services de santé, qualité de vie en général), pour leur progéniture (services de la petite enfance, établissements scolaires) et éventuellement leurs parents lorsqu'ils sont âgés. La polarisation sociale prend ainsi un tour plus marqué dans ces grandes aires urbaines, ce qui explique d'ailleurs que le taux de pauvreté y soit plus élevé que dans les zones rurales.

### **Quelles sont les conséquences politiques de ces évolutions ?**

La migration du vote ouvrier du Parti Communiste vers le Front National, dorénavant Rassemblement National, est maintenant bien connue. Dans une note pour la Fondation Jean Jaurès[4], Jérôme Fourquet montre ainsi, en exploitant une série de sondages sur l'évolution du vote FN/RN, que le vote ouvrier en faveur du parti frontiste est passé (au premier tour de la Présidentielle), de 17% en 1988 à 39% en 2017, tandis que les intentions de vote pour 2022 le situent à 45% en 2021. Parallèlement, le vote FN/RN des cadres supérieurs est resté à peu près stable sur la même période (entre 10% et 14%). Mais quels sont les ouvriers qui votent préférentiellement pour le parti frontiste ? D'après Nonna Mayer[5], une bonne spécialiste de cette question, ce ne sont pas les ouvriers les plus précaires, plutôt tentés par l'abstention, mais « des non précaires, qui ont un petit patrimoine, notamment leur logement, une qualification, un diplôme professionnel, et craignent le déclassement ».

Reprenant la célèbre notion de Georges Lavau sur la fonction tribunitienne du Parti Communiste, Jérôme Fourquet considère qu'elle a été reprise à son compte par le Rassemblement national pour parler au nom des ouvriers. C'est certainement le cas, mais la fonction a changé de sens. Le Parti Communiste pouvait célébrer la fierté et la force d'une classe ouvrière alors en ascension et considérée comme un maillon essentiel de l'appareil productif. Le Front puis le Rassemblement National se place dans un registre beaucoup plus défensif, celui de la défense de l'emploi ouvrier attaqué par la mondialisation et la concurrence supposée des immigrés, celui de la défense également des zones du territoire où cet emploi périclité.

N'oublions pas les employés ; eux aussi ont été progressivement attirés par le vote frontiste. D'après Jérôme Fourquet, leurs intentions de vote en ce sens pour 2022 sont d'un niveau presque équivalent à celui des ouvriers (42% contre 45%). Eux aussi, dans les emplois de bureaux, sont une catégorie sociale en régression sous l'effet de l'informatisation de l'économie des services. Eux aussi très certainement se sentent ainsi menacés par l'évolution de l'économie.

Ainsi, logiquement, la polarisation sociale liée à la fois à la mondialisation, mais surtout à l'automatisation, le « progrès technique biaisé » comme disent les économistes, trouve son pendant dans la polarisation politique. Quant à la nouvelle classe de service qui comprend également, outre les employés de commerce et les employés de service aux particuliers, une partie des professions intermédiaires (dans le domaine de la santé notamment) et des petits indépendants (fonctions de logistique et de transport par exemple), elle est orpheline politiquement. Elle est mal représentée, aussi bien par les syndicats ouvriers que par les partis, et a peu de moyens de faire entendre sa voix. Elle est aussi hétérogène socialement, comprenant une bonne partie des travailleurs immigrés (il suffit de se rendre dans l'arrière salle des restaurants parisiens ou de considérer l'origine de beaucoup de travailleurs des services d'aide à domicile pour s'en rendre compte). Le mouvement des Gilets jaunes a sans doute mobilisé une partie de ces travailleurs de l'ombre (mais pas les immigrés).

Au total, il sera extrêmement difficile de renverser cette polarisation politique, car la polarisation sociale a toutes les chances de se poursuivre. Même si la crise sanitaire conduit à une révision relative des formes de la mondialisation, elle ne va pas l'abolir. Et surtout le mouvement d'automatisation et d'informatisation se poursuivra. Il va même peut-être s'amplifier dans les services avec le développement du travail à domicile en rendant la présence physique des travailleurs de moins en moins indispensable.

Dans ce contexte, comme l'écrit Lionel Fontagné, la question de la sécurisation des parcours individuels menacés, dans certains métiers, par une insécurité économique grandissante devient la question centrale. C'est à l'État d'être imaginatif dans ce domaine.

[1] Xavier Jaravel et Isabelle Méjean, « Quelle stratégie de résilience dans la mondialisation ? », *Notes du conseil d'analyse économique* n°64, avril 2021

[2] La part des services dans la dépense de consommation de ménages est passée de 30% à 50% entre 1959 et 2007 (INSEE, *Cinquante ans de consommation en France*)

[3] Lionel Fontagné, *La feuille de paye et le caddie. Mondialisation, salaires et emploi*. Presses de Sciences Po, coll. Sécuriser l'emploi, 2021

[4] Jérôme Fourquet, *1988-2021 : Trente ans de métamorphose de l'électorat frontiste*, Fondation Jean Jaurès 28 avril 2021

[5] Nona Mayer, « Les Français, les inégalités et la politique », dans Galland (dir.), *La France des inégalités. Réalités et perceptions*, PUPS, 2016

Source : [Olivier Galland](#), 10 mai 2021

<https://www.telos-eu.com/fr/societe/les-metamorphoses-de-la-structure-sociale-et-leurs.html>